COMPTE-RENDU DE REUNION

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE BREUIL LE SEC

Séance du 10 septembre 2014

L'An Deux Mil Quatorze et le Dix Septembre à Dix Huit heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni, en séance publique ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur DUPUIS Denis, Maire.

PRESENTS : Mr DUPUIS, Mmes BROCHOT, PELTIER, Mr ROGER, Mme DAUVIN, Mr MAILLET, BEDONSKI, Mmes MOUGAS, HUMBERT, MARIEAUD, HUGUENIN, LAGLENNE, Mrs VASSEUR, CALVEZ, BRIOT, DUBOS, Mme BEAUDART, Mrs FONTAINE, SAUVET.

Nomination d'un secrétaire de séance : Vu le CGCT, à l'unanimité des membres présents, Monsieur ROGER Laurent est désigné secrétaire de séance.

Le compte rendu rectifié de la séance du 12 juin 2014 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés, sans observation. Monsieur Le Maire s'excuse auprès de Monsieur SAUVET Jean-Marie pour l'erreur administrative faite sur la procuration que lui avait donnée Monsieur FONTAINE Bernard.

Avant l'ouverture de la séance, Monsieur le Maire fait un point sur les travaux réalisés au cours de l'été, notamment l'insonorisation de la salle des fêtes - la pose des ralentisseurs rue de Nointel - L'éclairage rue Simone de Beauvoir, précisant que celui de la rue de la Soie sera réalisé prochainement - L'avancement des travaux du distributeur de billets.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLEE/BRECHE - CHANGEMENT DE SIEGE SOCIAL

Vu la délibération du 03 avril 2013 du Syndicat intercommunal de la Vallée de la Brèche portant sur son changement de siège social à l'adresse suivante : 354 rue Gaston Paucellier - 60600 AGNETZ,

Conformément à la procédure administrative notifiée par la Préfecture, il est nécessaire que chaque commune membre se prononce sur le transfert de siège social du Syndicat Intercommunal de la Vallée de la Brèche,

Entendu l'exposé du maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de donner un avis favorable au transfert du siège social du Syndicat Intercommunal de la Vallée de la Brèche au 354 rue Gaston Paucellier, 60600 AGNETZ.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CLERMONTOIS - CHANGEMENT DE SIEGE SOCIAL

Le Maire expose :

« Les locaux administratifs du Clermontois ont été transféré au 9 rue Henri Breuil à Clermont et ont réouvert au public le 22 janvier 2014.

Afin de permettre la mise en œuvre de diverses formalités administratives, il appartient au Conseil Municipal de valider le transfert du siège social de la Communauté de communes du 26 rue Wenceslas Coutelier au 9 rue Henri Breuil à Clermont. Ce transfert se concrétisera juridiquement en complément de la présente délibération, par un arrêté que prendra Monsieur le Préfet. »

Vu la délibération n°2014-01-01 de la Communauté de Communes du Clermontois portant sur son changement de siège social à l'adresse ci-dessus,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de donner un avis favorable au transfert du siège social de la Communauté de Communes du Clermontois du 26 rue Wenceslas Coutelier au 9 rue Henri Breuil à Clermont.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CLERMONTOIS - TRANSFERT DE COMPETENCES DANS LE CADRE DU TRES HAUT DEBIT

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1425-1, L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 à L. 5214-29 ;

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi n° 92-25 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1999 portant création de la Communauté de communes du Clermontois

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu la loi 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communications audiovisuelles ;

Vu la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique ;

Vu la délibération du 19 juin 2014 par laquelle le conseil de la Communauté de communes du Clermontois a proposé d'étendre ses compétences aux domaines suivants :

➤ la coordination et le suivi de l'établissement des infrastructures et réseaux publics et privés de communications électroniques à haut et très haut débit sur son territoire. L'étude de l'établissement des réseaux de communications électroniques inclut l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et la mutualisation d'un système d'informations géographiques relatif à ces réseaux.

➤ le service public des réseaux et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

À ce titre, la Communauté de communes du Clermontois exerce les activités prévues audit article L. 1425-1 et notamment :

- l'établissement, la mise à disposition et l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, ainsi que toutes les opérations qui y sont liées ;
- la fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finaux en cas d'insuffisance de l'initiative privée.

Vu le programme national très haut débit, initié en juin 2010 et ses modalités de mise en œuvre précisées en avril et mai 2011 ;

Vu la décision III-07 du 17 mars 2014 de la commission permanente du conseil général de l'Oise relative à l'adoption du schéma départemental territorial d'aménagement numérique (SDTAN) actualisé, consacrant ses options fortes, amplifiant son ambition de couvrir dans des délais très soutenus la couverture à 100 % par un réseau tout FttH (Fibre jusqu'à la maison), de tous les foyers et entreprises isariennes hors zones conventionnées et portant sur les ajustements suivants :

- Confirmation de l'optimisation annoncée dès juillet 2012 du programme Oise THD articulant dorénavant le déploiement sur deux (et non plus trois) grandes phases quinquennales, soit 10 ans au lieu de 15 ;
- Orientation définitive d'un réseau à très haut débit tout FttH, à l'exclusion des besoins FttU et Ftto des entreprises et locaux professionnels, lesquels sont laissés à la commercialisation de TELOISE, délégataire du réseau haut débit, par souci de cohérence entre les deux réseaux d'initiative publique (RIP) départementaux ;
- Accélération du déploiement en moins de 10 ans, avec un rythme de réalisation de l'ordre de 40 000 prises par an dès la 2^e année après une 1^{ère} année de mise en place des process ;
- Mise en place d'un modèle économique permettant aux Fournisseurs d'Accès à Internet (FAI), usagers du nouveau RIP FttH, de ne facturer aucun frais de raccordement à l'utilisateur final (l'abonné),

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mai 2013 portant la création du syndicat mixte « Oise très haut débit »,

Vu l'intervention de Monsieur SAUVET Jean-Marie, conseiller municipal, concernant son interrogation sur la désignation d'un délégué titulaire et d'un suppléant au sein de ce syndicat, actée lors de la séance du conseil communautaire du 19 juin 2014 et sa demande de régularisation par un vote du conseil municipal non informé de ces nominations,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil municipal décide :

- **de confier** à la Communauté de communes du clermontois, l'étude, la coordination et le suivi de l'établissement des infrastructures et réseaux publics et privés de communications électroniques à haut et très haut débit sur son territoire. L'étude de l'établissement des réseaux de communications électroniques inclut l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et la mutualisation d'un système d'informations géographiques relatif à ces réseaux.
- **de transférer**, en outre, la (les) compétence(s) facultative(s) suivante(s) à la Communauté de communes du Clermontois :
 - le service public des réseaux et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales et notamment :
 - l'établissement, la mise à disposition et l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, ainsi que toutes les opérations qui y sont liées ;
 - la fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finaux en cas d'insuffisance de l'initiative privée.
- **De confirmer**, par 18 voix pour et 1 contre, la désignation des deux délégués suivants :
 - M. Christophe BRIOT, délégué titulaire
 - M. Christophe CALVEZ, délégué suppléant.

PATRIMOINE IMMOBILIER OISE HABITAT - VENTE LOGEMENTS LOCATIFS

Considérant l'état du patrimoine de OISE HABITAT sur Breuil-le-Sec,
Considérant le courrier du 21 août 2014 de Oise Habitat stipulant la décision prise par leur Conseil d'Administration en date du 21 janvier 2014 concernant la poursuite de la vente du patrimoine ancien, notamment les logements locatifs de la résidence « louis Aragon »,
Entendu le rapport de Monsieur le Maire, notamment la synthèse des ventes faites et en cours,

Sur proposition du Maire, **le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de ne plus continuer cette politique de vente du patrimoine ancien pour ce quartier dans les conditions approuvées en conseil municipal du 25 juin 2009,
- **PRECISE** que dorénavant, seul le locataire occupant actuel pourra devenir acquéreur de son logement et dans le cas de son départ, le pavillon reste dans le patrimoine locatif.

DEMANDES DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES (ASSOCIATIONS + 1 PARTICULIER)

A- COMITE DES FETES

Monsieur Le Maire **EXPOSE** la demande de subvention exceptionnelle effectuée par l'association « Comité des Fêtes et Animations » de Breuil-Le-Sec pour la retransmission de la finale de coupe du monde de football le dimanche 13 juillet 2014,
Après en avoir délibéré, **le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **DECIDE** d'approuver et d'octroyer 75 % de la dépense engagée soit 1076,00 €,
- **DECIDE** que cette somme sera imputée sur l'article 6574 du budget primitif 2014 : subvention aux associations.

B- UNION SPORTIVE DE BREUIL LE SEC

Monsieur Le Maire **EXPOSE** la demande de subvention exceptionnelle effectuée par l'association « Union Sportive de Breuil-le-Sec » pour l'acquisition d'un but amovible devant servir aux entraînements de différentes équipes,
Après en avoir délibéré, **le Conseil Municipal, par 12 voix pour, 3 voix contre et 4 abstentions,**

- **DECIDE** d'approuver et d'octroyer 1 000, 00 € à l'association Union Sportive de Breuil Le Sec,
- **DECIDE** que cette somme sera imputée sur l'article 6574 du budget primitif 2014 : subvention aux associations.

C-RAID 4L TROPHY

Monsieur Le Maire **EXPOSE** la demande de subvention financière effectuée par deux étudiants en gestion des entreprises et des administrations à Beauvais pour réaliser et participer à un projet humanitaire se nommant le RAID 4L TROPHY,

Entendu l'exposé du Maire,
Après en avoir délibéré, **le Conseil Municipal, par 16 voix pour et 3 abstentions,**

- **DECIDE** d'approuver et d'octroyer 150, 00 € à ces étudiants pour leur participation au RAID 4L TROPHY.

MARCHE MISSION DE MAITRISE/ŒUVRE - RENFORCEMENT ET ENFOUISSEMENT RESEAUX RUE DE LA GARE

Le Conseil Municipal,

Vu l' article 28 et 203 du Code des Marchés Publics,
Considérant la délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2014 validant le dossier de travaux de renforcement et enfouissement des réseaux BT-FT-EP rue de la Gare et confiant la maîtrise d'œuvre au bureau d'études S.E.C.T.,
Considérant la proposition d'honoraires reçue,

Les explications du Maire entendues, notamment les financements obtenus (Syndicat d'électricité SEZEO) et en cours (Conseil Général) pour cette opération,

Considérant qu'il convient de lancer la procédure d'appel d'offres auprès des entreprises pour ne pas perdre ces financements,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **AUTORISE** le Maire à signer la proposition d'honoraires de maîtrise d'œuvre présentée par S.E.C.T. pour un montant de 14 800.00 € HT,
- **DONNE délégation** au Maire pour prendre toute décision concernant l'exécution et le règlement dudit marché ainsi que toute décision concernant ses avenants, le cas échéant.

Les crédits correspondants figurent au budget de l'exercice.

CONSTRUCTION COMPLEXE SPORTIF - MARCHES MISSION SPS ET CONTROLE TECHNIQUE

A - Mission coordination SPS

Le Conseil Municipal

➤ Vu :

- L'article 28 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés passés suivant la procédure adaptée

- Les articles L.2122-21-6° et L. 2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales

- La consultation adressée à 3 prestataires le 18 avril 2014

➤ Considérant :

- ❖ Les offres reçues
- ❖ Le rapport rendu par l'assistant du conseil

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

➤ **AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces du marché attribué à :

- ❖ DIMEXPERT pour un montant de 2 816,00 € HT

➤ **DONNE** délégation au Maire pour **prendre toute décision** concernant l'exécution et le règlement dudit marché ainsi que toute décision concernant ses avenants, le cas échéant, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les crédits correspondants figurent au budget de l'exercice.

B - Mission contrôle technique

Le Conseil Municipal

➤ Vu :

- L'article 28 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés passés suivant la procédure adaptée

- Les articles L.2122-21-6° et L. 2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales

- La consultation adressée à 3 prestataires le 18 avril 2014

➤ Considérant :

- Les offres reçues
- Le rapport rendu par l'assistant du conseil

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

➤ **AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces du marché attribué à :

- SOCOTEC pour un montant de 3 120.00 € HT

➤ **DONNE** délégation au Maire pour **prendre toute décision** concernant l'exécution et le règlement dudit marché ainsi que toute décision concernant ses avenants, le cas échéant, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les crédits correspondants figurent au budget de l'exercice.

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE - APPROBATION DU DOCUMENT FINAL ET SIGNATURE CONVENTION ACTUALISATION

Le Maire **EXPOSE** :

Considérant que la commune de Breuil le Sec est exposée aux risques majeurs suivants : PPI WELDOM, PPRt BASF et FLINT en cours d'élaboration,

Considérant que, de ce fait, l'élaboration d'un plan communal de sauvegarde est obligatoire du fait que BREUIL LE SEC est comprise dans le champ d'application de ces différents plans,

Vu la convention signée avec ECTI pour réaliser ce document commencé en juin 2012,

Le Maire **RAPPELLE** que ce plan communal de sauvegarde a pour objectif de :

- Doter la commune d'un outil de gestion des risques majeurs
- Identifier les risques majeurs
- Acter des organisations à mettre en œuvre afin d'assurer la protection des biens et des personnes

Entendu l'exposé du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et **à l'unanimité** des membres présents, **APPROUVE** le plan communal de sauvegarde tel que présenté, joint à la délibération et dont copie sera adressée aux diverses administrations concernées (Préfecture, Pompiers, Gendarmerie, D.D.T., etc...) et **AUTORISE** le Maire à signer la convention pour la mission d'actualisation et mise à jour du plan communal de sauvegarde réalisée par l'association ECTI.

REFORME RYTHMES SCOLAIRES - REMUNERATIONS REGLEMENTEES INTERVENTIONS ENSEIGNANTS

(Départ de Mr VASSEUR Denis à 19h50 et procuration donnée à Mr BEDONSKI Laurent)

Le Maire **INFORME** l'assemblée :

Pour assurer la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires et le bon fonctionnement des temps d'activités périscolaires, il a dû faire appel à des fonctionnaires enseignants de l'Education nationale, rémunérés par la commune dans le cadre de la réglementation sur les activités accessoires. Les communes ont, en effet la possibilité de faire appel à ces personnels pour assurer des tâches de surveillance et d'encadrement.

Ces personnels seraient affectés à l'encadrement d'un groupe d'enfants pendant les temps d'activités périscolaires,

Cette organisation serait applicable pour l'année scolaire 2014/2015,

Le Maire **PROPOSE** à l'assemblée :

De fixer le taux horaire de rémunération à 75,5 % des montants plafonds, pour arriver à une vacation similaire aux rémunérations versées aux autres intervenants, soit 18,30 €.

Nature de l'intervention	Personnels	Taux maximum (valeur des traitements au 01/07/2010)
Heure d'enseignement	Professeur des écoles de classe normale exerçant ou non les fonctions de directeur d'école	24,28 €

Invité à se prononcer sur cette question, après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par **19 voix pour dont 1 pouvoir**,

Vu le décret n° 82-979 du 19/11/1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat.

Vu le décret n° 66-787 du 14/10/1966 fixant le taux de rémunération des travaux supplémentaires effectués par les enseignants des écoles en dehors de leur service normal.

DECIDE :

- d'adopter la proposition du Maire,

Les crédits suffisants sont prévus au budget primitif.

ASSOCIATIONS :

En ce qui concernent les associations participantes, entendu le rapport de l'adjointe déléguée, il convient de conclure des conventions afin de régler les modalités de leur intervention, notamment pédagogiques et financières,

Après avoir délibéré, par 18 voix pour dont 1 pouvoir et 1 abstention, le Conseil Municipal AUTORISE Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et autres documents nécessaires à la mise en place des TAP.

Madame BROCHOT Marie-Christine, adjointe déléguée, fait le point sur les différents ateliers TAP mis en place, de la forte participation des enfants, qu'une réflexion devra être engagée sur la rémunération des intervenants extérieurs concernant leur temps d'intervention et **RAPPELLE** que la commission scolaire se réunira vendredi 12 septembre 2014 pour faire une première évaluation.

ASTREINTE HIVERNALE 2014/2015 - PERSONNEL TECHNIQUE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 2003-363 du 15 avril 2003 relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer ;

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise à Beauvais rendu en date du 24 avril 2014 ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Le Maire, notamment la délibération prise le 10 décembre 2013 pour la mise en place de cette astreinte,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, par 19 voix dont 1 pouvoir, **DECIDE** d'instituer le régime des astreintes tel que défini ci-dessous :

Article 1 : Une astreinte d'exploitation et de sécurité hivernale hebdomadaire est instituée pour l'hiver 2014/2015, du 1^{er} décembre 2014 au 31 mars 2015.

Article 2 : Est concerné par l'astreinte visée à l'article 1, tout le personnel volontaire des services « voirie - bâtiments communaux - espaces verts » des services techniques de la Mairie de BREUIL LE SEC.

Article 3 : Les modalités d'organisation de cette astreinte seront définies entre l'autorité territoriale, représentée par le Maire, le responsable des services techniques et les agents concernés.

Article 4 : L'astreinte d'exploitation et de sécurité hivernale hebdomadaire est définie comme suit :

- ✓ Du lundi, 17 heures 15 au mardi, 8 heures
- ✓ Du mardi, 17 heures 15 au mercredi, 8 heures
- ✓ Du mercredi, 17 heures 15 au jeudi, 8 heures
- ✓ Du jeudi, 17 heures 15 au vendredi, 8 heures
- ✓ Le week-end, du vendredi, 12 heures au lundi 8 heures
- ✓ Jour férié, de 8 heures à 17 heures 15 (8 à 12 heures si jour férié sur un vendredi)

Article 5 : Ces astreintes d'exploitation et de sécurité hivernale seront rémunérées selon la réglementation en vigueur. Elles seront automatiquement revalorisées en fonction des arrêtés ministériels fixant les taux.

Article 6 : Ces astreintes seront toutes rémunérées au taux des astreintes d'exploitation dans la mesure où chacun des agents, y compris une partie du personnel technique encadrant, participe activement aux astreintes.

Les dépenses correspondantes sont prévues au budget principal de la commune.

RENOUVELLEMENT CONVENTION ETANG COMMUNAL - ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL

Monsieur le Maire **RAPPELLE** la décision prise en séance du conseil municipal le 15 avril 2013 relative à l'approbation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, pour une durée d'un an, d'un étang communal boisé situé lieu-dit « le Vieux Moulin » à l'association du personnel communal dénommée « Comité d'œuvres sociales municipales » pour l'organisation et la pratique de la pêche pour l'ensemble du personnel communal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir débattu et après en avoir délibéré, **à l'unanimité :**

APPROUVE le renouvellement de la convention de mise à disposition d'un étang communal tel que présenté avec l'association « Comité d'œuvres sociales municipales pour une durée de TROIS années à compter de sa signature;

AUTORISE Le Maire à signer le document correspondant.

ACQUISITION PARCELLES BOISEES - MME DUBOIS JACQUELINE

Entendu l'exposé du Maire, et notamment le projet de la commune de la préservation d'un site naturel boisé communal,

Considérant la proposition de Madame DUBOIS Jacqueline de vendre des parcelles de bois lui appartenant qui intéressent la commune pour une contenance de 401 m²,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité :**

- ↳ **APPROUVE** l'acquisition à l'amiable de 3 parcelles boisées d'une contenance totale de 401 m², sises lieudit Les Buttes, Les Boulets et le Trou des Vignes, référencées respectivement section D n°188 - E n°536 et F n°1032, appartenant à Madame DUBOIS Jacqueline demeurant 202 rue

Elie Plessier à BREUIL LE SEC au prix de 0,35 € le m², soit un montant global de 140,35 € hors frais,

↳ **AUTORISE** le Maire à engager la négociation avec la propriétaire permettant l'aboutissement de cette acquisition,

↳ **AUTORISE** le Maire à signer la promesse de vente et l'acte notarié nécessaire à cet achat sur la base précitée pour l'acquisition de ces terrains et à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

MARCHE FERMIER - TARIF EMPLACEMENT ET MODALITES PRISE EN CHARGE FINANCIERE REPAS SAMEDI SOIR

Monsieur Le Maire **PROPOSE** au conseil Municipal :

- ❖ De délibérer sur le montant du droit de place à recouvrer pour l'emplacement occupé par les artisans lors du marché fermier et artisanal, se déroulant chaque année en novembre
- ❖ De fixer le montant de la participation financière qui sera réclamée pour chaque personne s'inscrivant au repas proposé le samedi soir par la commune.

Sont proposés les tarifs suivants : 80,00 € l'emplacement pour les deux jours de marché et 25,00 € pour le repas du samedi soir.

Entendu l'exposé du maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** les tarifs ci-dessus
- **PRECISE** que le recouvrement sera effectué d'avance avec la confirmation d'inscription, par chèque à l'ordre du trésor public
- **SE PRONONCE** comme suit : POUR 19 dont 1 pouvoir.

RECRUTEMENT EQUIPE/ANIMATIONS ALSH TOUSSAINT

Monsieur le Maire **EXPOSE** au Conseil Municipal que le CLSH géré par la Commune, organise, pendant les vacances de la Toussaint, des activités de loisirs pour les enfants de 4 à 14 ans.

Il est donc nécessaire de recruter des animateurs contractuels, qui assureront l'accueil et l'encadrement des enfants pendant la période allant du 20 au 31 octobre 2014.

Monsieur le Maire **PROPOSE** aux membres du Conseil de créer :

➤ 4 postes d'adjoint d'animation 2^{ème} classe, diplômés ou stagiaires BAFA contractuels

Les postes de direction étant pourvu par du personnel communal diplômé.

(Indemnisation des frais kilométriques de la direction au taux maximal en vigueur)

Après en avoir délibéré, le **Conseil Municipal, à l'unanimité** :

- **APPROUVE** la création des postes contractuels du 20 au 31 octobre 2014 telle que détaillé ci-dessus
- **DIT** que les crédits nécessaires au paiement des rémunérations sont inscrits au BP 2014
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette décision.

DIVERS

- ✓ Monsieur SAUVET Jean-Marie, conseiller municipal, interroge le Maire sur les conséquences de la loi ALUR sur le plan local d'urbanisme de BREUIL LE SEC. Mr le Maire lui répond qu'en premier lieu le coefficient d'occupation des sols n'est plus appliquée, qu'il doit prendre connaissance d'informations lors de réunions organisées à la communauté. Précisions seront apportées par la suite.
- ✓ Mr Le Maire informe le conseil municipal de la mise en place d'une commission mutualisation au sein de la communauté de communes du clermontois et de l'intégration d'un représentant de BREUIL LE SEC, Mme PELTIER Francine.
- ✓ Mr Le Maire RAPPELLE la réunion d'information avec la communauté de communes du Clermontois le 17 septembre 2014 et la rencontre avec la Compagnie des Vents pour présentation de leur projet éolien.

*L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole,
Le Maire lève la séance à 20 heures 40.*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Denis DUPUIS.